

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! Majoration 100%



Karl RADEK,
recteur de l'Université chinoise de Moscou.

(Dessin de Denis)

Exclu, mais communiste...

La parution, dans le *Bulletin Communiste* du 3 décembre, de mon article *A grands pas vers la Social-Démocratie* me vaut l'exclusion de ma cellule. Le Rayon, la Région, le Bureau Politique, l'Internationale (car j'ai l'intention d'user jusqu'au bout de mon droit d'appel) ratifieront-ils cette mesure ? Je ne sais. J'espère le contraire, avec une confiance modeste.

En elle-même, mon exclusion a certes moins d'importance que celles des fondateurs du Parti frappés au cours de la dernière crise par des bureaucrates malhonnêtes ou complaisants. Elle est moins scandaleuse que celles d'excellents militants — Guillou, Bastin, Lemire, Pelletier, Maupiou, Doucet, etc. — qui comptaient parmi les plus solides et les plus clairvoyants du Parti et des Jeunesses.

Mais se produisant à un « tournant » que marque la dernière « conférence » extraordinaire et ses résultats déconcertants (on donne raison à l'opposition, en l'insultant avec moins de probité que de coutume — si possible), mon acte « d'indiscipline » (! ?) et sa conséquence méritent une explication, un exposé et un commentaire.

Nous avons été quelques-uns (je n'ai pas été le premier !) à rompre le silence, à prendre publiquement la responsabilité de notre opposition, à nous manifester clairement — en pleine conscience de la portée de notre geste — solidaires du *Bulletin Communiste* (1). Nous ne l'avons fait ni par légèreté impatiente, ni par générosité romantique. La nécessité politique qui a provoqué la réapparition du *B. C.* est la seule cause de notre soi-disant « indiscipline ».

Sommes-nous, d'ailleurs, indisciplinés ? La question de la discipline communiste nécessiterait une longue étude que Souvarine devrait bien entreprendre.

Dans les conditions du développement actuel du Parti Communiste français (nous ne pensons en écrivant ceci ni au passé du bolchevisme, ni à une illégalité future de notre organisation) la discipline des membres du Parti est subordonnée à toute la politique de ses dirigeants. On ne peut obéir à une légalité que ses propres gardiens violent tous les jours. On ne peut se faire, par respect de statuts — qui furent et redeviendront nécessaires — lorsque le Parti a cessé d'être un vrai parti communiste, c'est-à-dire un guide révolutionnaire de la classe ouvrière. La discipline est un moyen d'assurer

le maximum de rendement à nos efforts communistes. Il faut la briser lorsqu'elle les paralyse. Et sur cette voie, Lénine est notre guide.

Nous avons lutté — en 1922 — pour exiger des journalistes du Parti qu'ils n'écrivent pas en dehors de son contrôle. Nous ne renions rien de notre action. Mais c'est parce que nous n'avons pas été étroitement prisonniers de cette règle que nous avons pu chasser du Parti les journalistes petit-bourgeois. (On ne peut oublier, en effet, la parution, en 1922, du *Bulletin Communiste International* et des *Cahiers Communistes*.)

Mais cette règle aujourd'hui n'est invoquée que contre nous. Barbusse collabore à la *Volonté* de Dubarry et de Caillaux à côté d'Henri Béraud et de Frossard. Collaboration purement littéraire — objectent certains. Plaisante argutie ! Un écrivain aussi « social » que Barbusse peut-il donner à un journal une collaboration purement littéraire ?

Pourtant, c'était la collaboration à la *presse bourgeoise* que l'on voulait interdire. Oserait-on dire que le *Bulletin Communiste* en fait partie ? C'est une plaisanterie que nul ne prend au sérieux, pas même ceux qui la lancèrent. Nous écrivons dans le *Bulletin Communiste*, organe d'une tendance communiste — comme d'autres écrivent dans la *Vie Ouvrière*, organe d'une autre tendance. Nous demeurons au sein du mouvement communiste. Notre indiscipline n'est qu'apparente.

Une question se pose, cependant. Pourquoi avoir attendu pour accomplir ce geste nécessaire de collaboration avouée à un organe d'opposition ? Il est vrai que bien des occasions se sont présentées, au cours de la crise, d'élever la voix. Nous nous reprochons quelquefois non pas notre opposition — mais notre timidité dans l'opposition. Notre optimisme, notre confiance dans les masses du Parti et dans la direction de l'Internationale, justifient notre prudence passée. Mais les résultats sont là. Le discrédit jeté sur le Parti par ses propres dirigeants, son recul énorme dans la Région Parisienne, sa disparition presque complète dans certaines régions ouvrières de province ; la nécessité, cependant, d'une politique prolétarienne — souple et ferme — s'opposant au gâchis bourgeois, nous obligent à rompre un silence (1) dont les bureaucrates ne nous ont jamais su gré.

Nous avons utilisé la presse du Parti, chaque

(1) Nous avons également collaboré à la *Révolution Proletarienne*. Mais nous ne la considérons pas comme l'organe d'une tendance. Elle continue, pour nous, la *Vie Ouvrière* d'avant-guerre. Elle est une revue du mouvement ouvrier, indispensable actuellement.

(1) Ce mot demande une explication. En fait, l'opposition a fréquemment parlé depuis un an — mais elle n'a voulu s'exprimer que dans les cadres de l'organisation du Parti.

fois que nous l'avons pu. Nos envois pour insertion, au Bureau Politique, se sont succédé, sans interruption, depuis un an. On a choisi dans le tas quelques pages et on les a publiées à l'heure choisie — après une « préparation idéologique » et de lourds avertissements aux lecteurs.

Ainsi les *Cahiers du Bolchevisme* d'août 1925 donnaient en bonne place une massive réponse du Comité Central à une lettre assez brève de Lorient et un malheureux article publiés à la fin du même numéro. Ainsi les thèses de l'opposition, en octobre dernier, parurent lorsque la discussion dans les Rayons était terminée. Ainsi l'article de Gourget sur la situation intérieure du Parti vit le jour le lendemain de la grève générale du 12 octobre, quand les esprits étaient ailleurs.

Treint et Hercllet insultent — sans probité ni pudeur — l'homme que Renaudel poursuivait de sa haine pendant toute la guerre. Et Lorient n'a pas le droit de répondre. Des déformations effarantes de notre pensée ont les honneurs des caractères gras dans l'*Humanité*. On nous offre généreusement, pour y répondre, les *Cahiers*, que ne lisent plus depuis longtemps que de rares fonctionnaires et de courageux opposants — et on laisse naturellement aux mensonges le temps de s'incruster dans le crâne des militants, avant la publication de la réponse.

A quoi bon, d'ailleurs, énumérer des faits nombreux ? Le Comité Central ne nous a pas caché que nous étions privés de nos droits civiques et de notre dignité de communistes. Il dit ceci (N° 31 des *Cahiers*) : « Mais ce droit (droit de libre discussion) ne saurait être toléré à des éléments qui s'en servent dans le seul but de discréditer les militants du Parti et de l'I. C. et de saboter nos mots d'ordre de lutte contre le capitalisme, l'impérialisme et ses guerres. »

En dehors de nous, quels pourraient être les membres du Parti visés par ces politesses ? Nous sommes donc suffisamment avertis. Une telle impudeur dans l'arbitraire et l'illégalité tient de la provocation.

Le bolchevisateur professionnel qui a réclamé ma tête, au sein de la cellule, n'a pas oublié l'argument ordinaire : « L'opposition a eu la parole dans les organisations du Parti. Donc la discussion est libre. » Et il a cité des faits indéniables à l'appui : ici, un camarade, seul opposant dans sa cellule, a obtenu un mandat pour la Conférence de Rayon (il fut seul opposant — c'est vrai. Mais les thèses du Centre ne furent votées que par une voix : celle du secrétaire de la cellule — les autres membres s'étant abstenus) ; là, on put critiquer pendant des heures la politique de la Direction, sans obtenir d'autre résultat que la lassitude des auditeurs — les leaders de l'opposition fu-

rent « invités » à la Conférence Nationale d'Ivry, etc.

Que prouvent ces faits ? Que la Direction du Parti a besoin d'une opposition — comme Mussolini a besoin de « l'Aventin » ! Qu'il faut bien donner quelque vie à des assemblées minutieusement préparées dans les moindres détails et que ne peuvent animer les singes, les perroquets et les histrions de l'appareil. On peut attribuer les « écrasements » successifs de la prétendue Droite au dégoût des militants éprouvés et à l'afflux dans le Parti d'éléments sans culture politique, ni expérience ouvrière. Mais le Centre aurait rencontré cependant des résistances sérieuses, compactes et incorruptibles, s'il n'avait pris soin de « bolchéviser » l'organisation.

L'opposition ne peut pas être imposée par les masses du Parti. Elle est tolérée par la Direction. Elle peut parler — lorsque l'on est certain que ses efforts sont désespérés. Dès qu'une possibilité de rassemblement, de concentration dangereuse se présente, le Bureau d'Organisation « prend des mesures ». Il bouleverse, il dissout, il regroupe, il taille dans la chair vive du Parti, tel un chef d'armée isolant des éléments dangereux — ou décimant des compagnies rebelles.

Antonini, du noyau de la *Révolution Proletarienne*, doit être exclu. Sa cellule s'y refuse. On ne la réunit plus ! Un de nos amis gagne progressivement la confiance de la majorité de sa cellule — la plus forte de la Région Parisienne. On le colle vite dans une cellule de rue !

Le 17^e Rayon de la Région Parisienne fonctionne normalement. Mais les militants qui le dirigent, sans être de « l'opposition », ont des velléités d'indépendance. Le 18^e Rayon contient aussi quelques éléments... dangereux. Un Ilbert vient, il unit les deux rayons sous sa direction, sans s'inquiéter des possibilités de travail, en affirmant péremptoirement que les cellules n'ont pas à discuter des questions d'organisation ; il gronde contre ceux que sa morgue de sous-off' hargneux n'intimide pas. Au bout de quelques semaines, il a triomphé — l'opposition est écrasée sous les ruines du nouveau Rayon — le communisme n'existe plus dans ce coin-là.

Nous pourrions citer d'autres faits. Mais, n'est-ce pas, on peut toujours les discuter. Qu'objectera-t-on à un texte formel ? Voici un extrait significatif du rapport déposé par le 1^{er} Rayon, le 15 mars 1925 :

« D'autres cellules qui s'étaient transformées en cellules de rues (ceci est vraiment comique à relire aujourd'hui) OU QUI AVAIENT PRIS UNE ATTITUDE EQUIVOQUE ONT EGALLEMENT ETE DISSOUTES ; leurs membres ont été affectés dans les cellules PLUS FORTES. »

Attitude équivoque ? Cellules plus fortes ? Voilà des formules pour le moins curieuses. Que s'est-il passé dans ce rayon ? Mystères de la bolchévisation !

La création des cellules de rues a-t-elle été provoquée par les embarras « organisatoires » (*sic !*) de la fraction dirigeante ? Possible. Mais elle eut peut-être une autre cause. Il y avait dans les cellules d'entreprise des rattachés indésirables dont « *l'action — écrivait Desusclade — fut purement de critique et de discussion* ». Ceux-là vont critiquer et discuter dans une cellule de ménagères et de concierges. On laisse dans la cellule ouvrière « *l'animateur* » (! ?). C'est « *le Comité de Rayon, en accord avec la Région qui procédera à l'affectation spéciale des camarades devant remplir un rôle* ».

Nos bolchévisateurs savent qu'il faudra revenir un jour prochain à l'organisation territoriale. Mais ils savent aussi qu'avec une base de Parti permettant une participation effective des militants à la vie politique du Parti, *ils seront balayés en quelques semaines*. C'est la préoccupation à laquelle ils obéissent en maintenant une organisation que l'expérience a condamnée !

J'ai dit tout cela à ma cellule pour justifier et légitimer notre « indiscipline ». J'ai demandé à mes camarades de ne pas se faire les complices de la manœuvre des agents du Centre. Notre indiscipline étant « nationale » — c'est sur le plan national qu'on doit la juger. Le Parti est devenu... « un bloc monolithique » (! ?).

Et, pour le même crime, si une cellule est sûre, on acquitte — si elle est instable, on exclut. Nous voulons la centralisation du pouvoir juridique et l'uniformité des sanctions.

La Direction du Parti agit à notre égard comme la bourgeoisie à l'égard du Parti. On ne veut pas frapper toute une tendance — ce qui impressionnerait fâcheusement la classe ouvrière et l'Internationale. On se contente de la priver de ses militants. *Par tous les moyens*, on veut isoler ses leaders.

J'ai proposé une motion en deux points à ma cellule :

1° Tous les contre-révolutionnaires et les social-démocrates seront impitoyablement chassés du Parti ;

2° Ce nettoyage accompli, le droit de libre discussion dans le Parti sera accordé, sans réserves, à tous les membres du Parti.

Un camarade d'extrême-gauche a eu la loyauté de se joindre à moi, tout en condamnant notre opposition.

De vieux militants chevronnés ont protesté contre l'arbitraire et l'injustice du Centre.

Mais 9 voix contre 5 (et des abstentions) se sont prononcées pour la motion d'exclusion — 9 voix, dont celles *de nouveaux membres dont je venais d'accepter l'adhésion !*

Je ne me résigne pas. Je fais appel et je continue à collaborer à la *Révolution Proletarienne*, revue du mouvement ouvrier, et au *Bulletin Communiste*, organe de l'opposition communiste. L'existence et l'action de celui-ci paraissent regrettables à de bons camarades — non fanatisés. Nous sommes les premiers, au *Bulletin*, à regretter de faire la besogne que nous avons entreprise hors des cadres du Parti. Nous aimerions mieux participer joyeusement, sans réserves, à toute l'action de *notre* Parti. Mais il faut que le redressement du communisme français soit *l'œuvre du prolétariat communiste* — et non d'envoyés du Centre international. Sinon, le remède serait pire que le mal !

Nous avons le pénible devoir d'avertir les ouvriers communistes, par tous les moyens dont nous disposons. Nous ne savons pas que critiquer et dénigrer. Nous avons su, dans le passé, nous consacrer à d'autres tâches. Et nous savons encore. Mais « tant que les choses iront systématiquement mal, nous répéterons systématiquement qu'elles ne vont pas bien ».

Le mouvement en souffre. Hélas ! nous ne l'ignorons pas. Qui sont les coupables ? Les responsables du mal, ou ceux qui le dénoncent inlassablement avec une insistance douloureuse ?

Roger Hairius.

Entre camarades

L'appel que nous avons adressé à nos lecteurs, à nos amis, a été, dans une certaine mesure, entendu. La vie du *Bulletin* est assurée pour l'avenir le plus immédiat, c'est-à-dire pour janvier. Nous demandons à nos camarades de ne pas ralentir leur effort et, au contraire, de ne rien négliger pour nous trouver des souscriptions, des abonnements

Si nous ne recevons pas, dans les deux semaines prochaines, de quoi tenir pendant le trimestre suivant, c'est-à-dire jusqu'au renouvellement des abonnements de six mois, il faudra se résigner à devenir bi-mensuel.

Dans trois semaines seront à expiration les abonnements de trois mois. Nous espérons que nos amis n'attendront pas la dernière minute pour faire leurs renouvellements, et qu'ils ne nous obligeront pas aux recouvrements par poste.

D'ores et déjà, renouvelez vos abonnements, complétez votre abonnement annuel.

Le XIV^e Congrès bolchevik

La signification d'une défaite

Le XIV^e Congrès du Parti bolchévik a commencé le 18 décembre ses travaux. Il aurait dû, normalement, se tenir en mars ; on l'a renvoyé au bout de l'année, pour des raisons sur lesquelles nous ne voulons pas nous arrêter.

A quelques jours du Congrès, alors que les assemblées locales préliminaires siégeaient dans le calme, approuvant paisiblement tout ce qui leur était transmis des organismes supérieurs, alors que la presse ne présentait nulle trace de différends entre dirigeants du Parti, un conflit d'une extrême violence s'est brusquement révélé, puis toute une série de désaccords insoupçonnés de la masse du Parti.

L'importance de tout ce qui touche à la vie du Parti communiste russe est si évidente, ses répercussions dans toute l'Internationale si naturelles, qu'on ne saurait ici passer sous silence les changements qui s'accomplissent dans notre parti frère.

Nous eussions pourtant préféré nous en abstenir : il eût été bon, il eût été beau que les communistes français apprissent par *l'Humanité*, dont l'inqualifiable attitude vis-à-vis de la crise russe est encore présente à toutes les mémoires saines, ce qui se passe maintenant dans le P. C. russe. Les faits, dans leur simplicité nue, sont édifiants. Mais les gens qui ont honoré Trotsky de leurs insultes et offensé Zinoviev de leurs louanges ne sont pas pressés d'informer le Parti français : car ils ne savent rien, ne comprennent rien, et attendent simplement de savoir qui est le plus fort pour lui témoigner bruyamment leur obséquieuse soumission.

Ce sera donc, une fois de plus, le *Bulletin Communiste* qui renseignera honnêtement les communistes français et les aidera à comprendre le sens des discussions qui passionnent depuis quelques jours nos camarades russes.

Ces discussions viennent seulement de commencer, au Congrès proprement dit. Mais elles ont éclaté aux Conférences préliminaires de Léninegrad, de Moscou, de Kharkov. Elles étaient engagées, dans le secret des coulisses du Parti, depuis une année déjà. Et leur issue est d'ores et déjà décidée : pour ceux qui sont au courant des choses de Russie, Zinoviev et Kamenev sont vaincus d'avance, et vaincus sans pouvoir même livrer vraiment leur combat.

L'origine du conflit

Mais pour comprendre quelque chose à ce qui se passe aujourd'hui, il faut remonter à l'origine du conflit : janvier 1925.

Alors que Zinoviev et Kamenev voulaient

exclure Trotsky du Parti, puis, à défaut, du Comité Central, Staline s'y opposa résolument. Il est clair qu'une telle mesure eût été un acte de scission, et par conséquent de guerre civile. Zinoviev, soutenu par Kamenev, allait plus loin : il essaya d'éliminer Staline du Secrétariat du Parti en le faisant désigner comme Commissaire à la guerre et remplacer au Secrétariat suprême par Roudzouk. Battu sur toute la ligne au Comité Central de janvier, il en vint même à donner sa démission, aussitôt retirée. Staline resta à son poste, Trotsky demeurant membre du Bureau Politique et remplacé à la Guerre par Frounzé.

A la suite de ces événements, Zinoviev, à la tête du Comité de Léninegrad, accusa et fit accuser par ses lieutenants Staline et le Comité Central d'opportunisme, voire de « semi-trotskisme » ou de « trotskisme caché ». Staline ayant donné l'ordre de cesser les attaques contre Trotsky, notamment dans la revue officielle du Parti *Le Bolchévik*, Zinoviev taxa cet organe d'opportunisme et crut nécessaire de créer à Léninegrad un revue concurrente, forte d'un « léninisme cent pour cent » : *Le Léniniste*. A ses collaborateurs de Léninegrad, il voulait adjoindre un ex-rédacteur du *Bolchévik*, révoqué pour son anti-trotskisme échevelé : Vardine. Un de ses lieutenants, Zaloutsky, publia contre Trotsky une brochure dont il est difficile de qualifier comme il sied l'ignominie, et comparable seulement aux maculatures des dirigeants du Parti français. Le Comité des Jeunesses de Léninegrad, mené par Safarov, se mit à donner des leçons de léninisme au Comité Central...

Staline mit ordre à tout cela, avec la décision qui le caractérise. Le Bureau Politique interdit de publier le *Léniniste*. Vardine, en rupture d'emploi, se vit expédier au Caucase. La *Pravda* publia contre Zaloutsky un vigoureux article de Raskolnikov où l'on pouvait lire qu'une telle façon de combattre le trotskisme « donnait envie de vomir ». Safarov fut mis à l'écart des Jeunesses...

En même temps, tous ceux qui avaient secondé Zinoviev en janvier étaient mis hors d'état de nuire, écartés de leur poste. Ce fut le cas pour Zorine, à Ivanovo-Vosnessensk ; Kharitonov, dans l'Oural ; Kvirring, à Kharkov. Au Comité de Moscou fut nommé comme secrétaire Ouglanov, connu pour son hostilité à Zinoviev. Au secrétariat d'Ukraine fut désigné Kaganovitch, fidèle de Staline.

Les mesures prises par Staline isolaient Zinoviev et Kamenev et rendaient possible le travail en commun avec Trotsky. Celui-ci, dès que sa santé fut rétablie, se remit à la tâche

au Bureau Politique et se vit confier des postes importants dans l'économie : au Conseil économique supérieur, à la Direction de l'Électrification, etc. Les services qu'il y a rendus en quelques mois sont tels que nul n'oserait les contester.

En même temps qu'il mettait un terme à la campagne des enragés de l'anti-trotskisme, Staline commençait à intervenir dans les choses de l'Internationale. Déjà, lors du V^e Congrès, il s'était opposé à un changement mécanique de la direction du Parti polonais qui eût été accompli à propos des affaires russes. On lui doit des interventions successives dans la crise allemande, la non-exclusion de Brandler et de Thalheimer. L'interview avec Herzog, finalement le coup porté aux Maslov et aux Ruth Fischer, aux Rosenberg et aux Scholem. C'est aussi grâce à lui que la catastrophe a été évitée en Tchéco-Slovaquie et en Italie. C'est lui qui mit fin à l'activité de Bela Kun, un des « bolchévisateurs » les plus forcenés, et le remplaça par le « droitier » Waletzky. C'est l'appréhension de son intervention qui donne une peur bleue aux destructeurs du Parti français et les rend disposés à accepter n'importe quoi pour sauver leur misérable existence de bureaucrates...

Le socialisme dans un seul pays

Mais des différends « théoriques » ne tardèrent pas à s'esquisser et devaient s'approfondir pour aboutir aux discussions d'aujourd'hui.

En polémiquant contre Trotsky et l'ancien point de vue de celui-ci sur la « révolution permanente », Staline en vint à affirmer que c'était une déviation de compter sur l'aide révolutionnaire du prolétariat international pour assurer la victoire de la révolution russe et que le socialisme pouvait s'établir dans un seul pays. (Dans la suite, l'approfondissement du sujet l'amena à nuancer quelque peu son opinion.) Zinoviev entreprit de le réfuter, à l'aide de citations de Lénine qui témoignaient... d'un accord fondamental entre Lénine et Trotsky sur ce problème. Staline lui opposa d'autres citations de Lénine. Cet échange de citations se prolongea et fut clos par une résolution du Comité Central où, les deux points de vue étant juxtaposés, il en résultait une contradiction évidente.

Il serait intéressant de discuter ici sur ce thème : mais il faudrait y consacrer plusieurs articles documentés et mûris. Le presse du Parti français étant muette sur les questions théoriques du communisme, et ses rédacteurs, en général, étrangers à tout ce qui touche au communisme, il nous revient une tâche trop lourde pour être menée à bien sans délai. Nous nous proposons de traiter dans la suite, à loisir, ces problèmes d'un si vif intérêt. Bornons-nous à constater, aujourd'hui, que Zinoviev se voit accuser, à la veille du Congrès, de « pessimisme » et de bien pis à propos de cette controverse pourtant terminée.

A cette question peut être reliée celle du

« capitalisme d'Etat », de « l'industrie d'Etat », du « socialisme d'Etat ».

Le capitalisme d'Etat

Trotsky écrivit dans la *Pravda* une série d'articles d'un très haut intérêt sous le titre : *Vers le socialisme ou vers le capitalisme ?* Il y réfutait l'opinion des théoriciens de la II^e Internationale, Bauer et Kautsky en tête, selon laquelle les progrès économiques actuels de la Russie soviétique tendent vers le rétablissement du capitalisme et non vers l'établissement du socialisme.

Il eût été important de faire connaître le contenu de ces articles aux communistes internationaux. Mais là encore, les destructeurs du Parti français n'ont su faire preuve que de carence et d'ignorance. Et le *Bulletin* ne saurait tout faire à la fois. Il faut se limiter, pour l'heure, à constater que Kamenev éprouva le besoin d'accuser Trotsky d'optimisme excessif, imputation inattendue si l'on songe aux accusations de pessimisme dirigées naguère contre le même.

Par un sigulier choc en retour, c'est Kamenev, et Zinoviev avec lui, qui sont maintenant taxés de « pessimisme », voire même de « défaitisme » : et l'on sait ce que cela signifie en Russie. Kamenev, dans un discours dont nous avons donné ici des extraits (*B. C.*, n° 4), avait fait remarquer que l'industrie d'Etat, comptée par Trotsky comme *élément socialiste* de l'économie soviétique, est en réalité une forme de capitalisme. Le capitalisme d'Etat, Zinoviev, et ses collaborateurs de Léninegrad soutinrent le même point de vue, combattu ouvertement dans la presse et dans les récentes conférences par toute une série de collaborateurs de Staline, celui-ci se gardant d'intervenir lui-même avant le Congrès.

Là encore, les protagonistes sont dûment armés, les uns et les autres, de citations de Lénine. Là encore, les *Œuvres complètes* du maître sont mises avec acharnement à contribution. Là encore, nous devons regretter de ne pouvoir donner ici que de sommaires indications, quitte à revenir plus tard sur ce sujet d'importance capitale.

C'est dans des thèses de Boukharine sur « le travail des Jeunesses communistes » (*Pravda* du 27 novembre) que s'exprime le point de vue de Staline sur le capitalisme d'Etat. Singulier endroit, dira-t-on... C'est ainsi. Ces thèses furent adoptées par le Bureau politique à la majorité, contre Zinoviev et Kamenev. On lit dans leur Introduction :

« ...Les restes des partis brisés par la révolution, socialistes-révolutionnaires et surtout menchévik, spéculent avant tout sur la jeunesse ; propageant des conceptions bourgeoises-restauratrices parmi les ouvriers et la jeunesse des écoles, ils présentent nos entreprises d'état, de type socialiste, comme du simple capitalisme ou comme une forme de capitalisme d'état, leur système comme un système d'exploitation de la classe ouvrière, l'état du prolétariat comme un employeur capitaliste, etc. Ils nient la dictature du prolé-

riat, le fait que les moyens essentiels de production appartiennent à l'état prolétarien, utilisent nos insuffisances, s'efforcent de déchirer la foi de la classe ouvrière et de la jeunesse dans les forces du prolétariat, sèment le pessimisme et préparent ainsi le terrain à une contre-révolution franchement bourgeoise. »

Or, ces accusations dirigées contre les menchéviks et les s. r. le sont en même temps contre Zinoviev et Kamenev coupables, d'après leurs contradicteurs, de considérer, eux aussi, l'industrie d'état comme un capitalisme d'état, donc un système d'exploitation. Deux des principaux dirigeants de la République sont ouvertement accusés de pessimisme, de défaitisme, d'antilévinisme, de tentatives « liquidatrices », etc.

Dans un discours dirigé contre Kamenev, Boukharine a déclaré :

« Si l'industrie d'état est un système d'exploitation, et si notre pouvoir repose sur elle, ce pouvoir est l'expression politique d'un système d'exploitation et nullement une dictature prolétarienne. »

Et plus loin :

« Ici, chers amis (!), il ne peut être aucune hésitation, aucun jeu avec ce menchévisme. Ici, c'est mur contre mur, — communisme et menchévisme. Ici s'opposent le communisme et le menchévisme de toutes nuances. Et toutes survivances de tels états d'esprit sont une capitulation devant l'idéologie mencheviko-bourgeoise, — on ne peut appeler cela autrement. »

Kamenev se défend, citations de Lénine à l'appui. « Y a-t-il dans notre Parti des camarades qui comprennent le capitalisme d'état de façon à confondre l'enseignement léviniste avec le menchévisme, et en viennent ainsi inévitablement à des déductions pessimistes sur la construction socialiste ? S'il y en a, alors ils représentent un cadavre en vote de décomposition qu'il faut reléguer à l'hôpital du Parti. »

Et il attaque : « Y a-t-il chez nous des divergences sur l'interprétation du capitalisme d'état ? Je dois dire : oui, il y en a. » Mais ces divergences existent non pas entre les membres du Comité central, mais entre Lénine et Boukharine (1). Et il cite un écrit de celui-ci tout récent : « Sur deux questions, écrivait Boukharine en mai 1925, parmi toutes celles qui m'ont opposé à Lénine, je ne suis pas d'accord avec lui encore à présent : la culture prolétarienne et le capitalisme d'état... Il faut dire, d'ailleurs, que sur le capitalisme d'état, Lénine lui-même a déchiffré son attitude dans ses derniers articles sur la coopération. Avant, il disait qu'il n'y a aucun socialisme, seulement « un petit flot de socialisme », et que tout le reste était du capitalisme d'état, que même cet flot a disparu » (2).

Ainsi, dit Kamenev, « il résulte d'après Bou-

kharine que le principal pessimiste, le principal incroyant, c'est Lénine ». « C'est seulement Boukharine qui n'est pas d'accord avec Lénine, qui ne comprend pas Lénine. » (Discours de Kamenev, *Pravda* du 13 décembre).

Il est à peine besoin d'ajouter que Kamenev s'est vu immédiatement opposer des citations de Lénine en faveur du point de vue de Boukharine. Molotov démontra par a plus b que celui-ci était d'accord avec le Comité central, que celui-ci était d'accord avec Lénine, et que Kamenev mérite pleinement les allusions des thèses de Boukharine, que voici :

« Une lutte décisive est indispensable contre le pessimisme et l'incrédulité liquidatrice envers la voie socialiste de notre développement (ce qui verse de l'eau au moulin des menchéviks et des s. r.), lutte urgente précisément maintenant. »

Molotov concluait lui-même :

« Il nous faut combattre tout pessimisme, toute incrédulité liquidatrice, tout état d'esprit défaitiste dans notre Parti et notre Révolution. »

Le danger koulak

Pour démontrer que Staline et la majorité du Comité central étaient atteints de « dégénérescence », d'opportunisme et de semi-trotskisme, Zinoviev et Kamenev s'avisèrent de découvrir le danger « koulak » (c'est-à-dire du paysan riche) et accusèrent le C. C. de ... sous-estimer ce danger. La riposte ne se fit pas attendre : Zinoviev et Kamenev se virent accuser, à leur tour, de surestimer le koulak et de sous-estimer le paysan moyen (seredniak).

Dans un discours que nous avons cité ici (*Bulletin*, n° 2), Kamenev avait divulgué des chiffres impressionnants, d'après lesquels 14 pour cent des paysans détenaient 61 pour cent du blé à vendre, 37 pour cent en étaient totalement dépourvus, et 49 pour cent disposaient de 39 pour cent de l'excédent de blé. Il s'en dégageait que le koulak (paysan riche) devenait un réel danger, que le seredniak (paysan moyen) ne jouait qu'un rôle secondaire, que le bedniak (paysan pauvre) avait besoin de secours. Et Kamenev de voler au secours du pauvre, de pourfendre le riche.

Or, Kamenev est connu comme un homme de droite par excellence et son attitude fut aussitôt qualifiée de démagogique. On l'accusa d'être « pris de panique » devant le koulak, d'avoir peur, de manquer de confiance dans le Parti, dans la Révolution, d'être (une fois de plus) pessimiste, de côtoyer le menchévisme, etc.

On fit mieux. On contesta les chiffres qu'il avait utilisés, et qui lui venaient de la *Direction centrale de Statistique*. On découvrit que ces chiffres étaient absolument erronés, et la *Commission centrale de Contrôle* du Parti en établit d'autres que voici :

Paysans pauvres	—	23.7 %	du blé.
— moyens	—	47.8 %	—
— aisés	—	46.7 %	—
— riches	—	11.8 %	—

(1) Ainsi que nous l'avons déjà démontré, il n'est pas un seul des dirigeants actuels du Parti russe qui n'ait été en désaccord plusieurs fois avec Lénine et sur des points essentiels. Il est donc toujours possible d'évoquer des conflits antérieurs...

(2) *Krasnata Nov*, n° de mai 1925, p. 265.

Ces ahurissantes différences permettent d'apprécier le crédit que méritent les statistiques dont la bureaucratie se sert pour justifier sa déplorable gestion. Nous reviendrons, d'ailleurs, avec références à l'appui, sur cette question des statistiques, dans lesquelles Staline disait, au 13^e Congrès du Parti, n'avoir aucune confiance.

Toujours est-il que le « gauchisme » de Kamenev et de Zinoviev, à propos de la question paysanne, leur a coûté cher, bien qu'ils aient dit à ce sujet des vérités indiscutables et qu'ils aient utilement réagi contre une énorme déviation, dont Boukharine donna la plus forte expression le jour où il alla jusqu'à proclamer, dans un discours sur lequel nous reviendrons, à l'adresse des paysans : « *Enrichissez-vous !* »

« *Enrichissez-vous !* » L'ami Boukharine, pour un homme de gauche, se permettait de singulières privautés avec le marxisme. « *Enrichissez-vous !* ». Le mot n'est ni de Lénine, de Marx, mais... de Monsieur Guizot. « *Enrichissez-vous !* » C'est beau le léninisme d'après la mort de Lénine...

Zinoviev et Kamenev, sur la question paysanne, se virent isolés comme sur les autres questions au Comité central, n'obtenant que l'approbation de Kroupskaïa et de Sokolnikov. Celui-ci s'est gardé d'insister, sachant d'avance l'issue de la polémique. Seule, Kroupskaïa prit la parole à la Conférence de Moscou pour essayer d'apaiser les passions déchaînées, d'amortir les coups, comme elle l'avait fait l'an dernier dans le conflit avec Trotsky. Peine perdue... Tous les orateurs, envoyés à la tribune par une force invisible et cependant présente, venaient réciter leur *leitmotiv* : panique... pessimisme... menchévisme... sous-estimation... sur-estimation... déviation... Lénine... léninisme...

Des erreurs coûteuses

Mais le plus grave, d'après Boukharine, est ailleurs. Les organes dirigeants du Parti et de l'Etat se sont trompés, au printemps de cette année, en évaluant la récolte et en supputant les possibilités d'approvisionnement et d'exportation. Il en résulte un déséquilibre général de l'économie soviétique et de très dures répercussions sur les finances, l'industrie, le commerce, et le reste.

Les données sur le montant global de la récolte se sont avérées inexactes. Mais ceci n'était encore rien : les prévisions d'approvisionnement en céréales, représentant les quantités exportables, se révélèrent encore plus fausses. Les paysans, craignant une chute des prix, et n'étant plus poussés par le besoin (grâce à la diminution de l'impôt rural) s'abstinrent de vendre leur blé au moment désiré. Alors qu'on vantait l'excellence de la récolte, le blé manqua sur le marché et les prix s'élevèrent. La cherté du blé (ajoutée à celle des transports) ne permit pas d'exporter les quantités prévues, le blé étant plus cher au Kouban que sur le marché de Londres. Le

plan d'exportation s'effondra, et avec lui le plan d'importation correspondant, faute de rentrées de fonds ; il fallut renoncer aux machines, à l'outillage, si nécessaires à l'industrie, annuler des commandes, etc. ; on eut les plus grandes difficultés à faire face aux échéances, et le *tchervonetz* se remit à tomber. Enfin, le budget lui-même dut subir des remaniements sérieux.

Sur qui retombe la responsabilité de ces erreurs si lourdes de conséquences : sur la *Direction centrale de Statistique*, sur la *Commission d'Etat du Plan*, mais surtout sur le véritable organe dirigeant de l'économie, le *Conseil du Travail et de la Défense* (en abréviation russe : *Sto*) dont Kamenev est le Président.

En vain Kamenev assure-t-il que tout a été confirmé et approuvé par le *Bureau politique*. Il ne fait que justifier ainsi les critiques faites par Trotsky en 1923, quand celui-ci proposait de mettre de l'ordre dans l'enchevêtrement des organes économiques dirigeants, de confier à chacun sa tâche et la direction à l'un d'eux, et de délivrer le *Bureau politique* de besognes qu'il n'est pas en mesure d'assumer. Il est évident que le *Bureau politique*, recevant des matériaux des organes compétents, n'est pas à même de les vérifier. Il ne peut que les accepter, ou les faire contrôler par d'autres. Une division du travail s'impose : pour l'avoir proposée, Trotsky s'est vu accuser de vouloir diminuer le rôle du Parti ! On voit aujourd'hui ce que coûte la démagogie, et ce que Lénine appelait la « vantardise communiste ».

Le *Bureau Politique* a beau confirmer des chiffres faux : ce qui est faux est faux, et le tout-puissant *Bureau* n'en peut mais. N'étant pas omniscient, il a tort de se mêler de tout. Puisse la leçon n'être pas perdue...

En attendant, Kamenev se voit menacé de payer pour tous les responsables, — injuste retour des choses d'ici-bas.

Autres désaccords

« Certains camarades de Léninegrad », c'est ainsi qu'on appelle discrètement, dans les polémiques, Zinoviev (que l'on affecte de ne pas nommer) Safarov, Zaloutsky, Sarkis, Evdokimov, etc., (ceux-ci souvent désignés nommément) sont pris systématiquement à partie, entre autres à propos des effectifs du Parti. N'ont-ils pas eu l'idée à peine croyable de proposer de faire entrer au Parti, pour le XV^e Congrès, c'est-à-dire en une année, de nouveaux membres ouvriers industriels, de façon à ce que le contingent ouvrier d'industrie constitue 90 pour cent du Parti... « Faire entrer »... Il n'y a qu'à décider, et voilà tout : les ouvriers entreranno. Il paraît que le parti qui recrute de cette façon est un parti communiste (3).

(3) On sait que les imitateurs de Zinoviev, en France, ont aussi « décidé » de faire entrer 100.000 membres au Parti... Résultat : celui-ci a perdu plus des deux tiers de ses effectifs !

L'idée géniale des camarades de Léninegrad n'a eu aucun succès. On fait remarquer, tout d'abord, que le Parti n'a pas pu assimiler la fameuse « levée de Lénine », politiquement illettrée, et dont le communisme est vraiment de nature spéciale. Puis, un simple calcul met en lumière l'extraordinaire absurdité de la proposition : pour obtenir la proportion préconisée par Léninegrad, il faudrait faire entrer au Parti 4 millions de nouveaux membres ouvriers ! Or, il n'y a en Russie que deux millions et demi d'ouvriers d'industrie, dont beaucoup ne sont pas communistes !

Sur ce point encore, Zinoviev est battu d'avance. Tandis que Kamenev subit un autre échec sur une autre question :

Dans le discours que nous avons cité (B. C. n° 4), Kamenev avait émis l'idée de faire participer les ouvriers aux bénéfices des entreprises... Mal lui en prit, de chercher du nouveau. Encore une fois taxé de démagogie, on lui opposa une multitude d'arguments, dont le moins péremptoire n'est pas le suivant : comment faire participer aux bénéfices alors que dans un grand nombre d'entreprises, il n'y a pas de bénéfices ! En effet, l'industrie russe, dans son ensemble, reste déficitaire. Et ce n'est pas la seule chose que Kamenev ait oubliée...

Une série d'orateurs dûment chapitrés se succédèrent à la tribune de la Conférence de Moscou pour déconsidérer Kamenev, à propos de cette conception comme de toutes les autres.

Léninegrad et Moscou

A Moscou, Kamenev fut tout seul à défendre ses conceptions. On ne fera croire à personne qu'un membre du Bureau politique, vice-président du Conseil des commissaires du peuple, président du Conseil du Travail et de la Défense et président du Soviet de Moscou, ne compte pas un partisan dans l'organisation dont il est le principal membre depuis cinq ans... Mais Kamenev s'est trouvé seul, comme Trotsky s'était trouvé seul l'an dernier. Tant qu'il n'y aura pas de démocratie ouvrière dans le Parti, les choses se passeront de la sorte.

A Léninegrad, le Comité du Parti étant entièrement sélectionné par Zinoviev, l'organisation de la capitale révolutionnaire se trouve représentée, que cela lui plaise ou non, par le groupe d'hommes qui subit, depuis une quinzaine, le feu croisé des mitrailleurs de « l'appareil »...

Aussi, celui-ci présente-t-il les choses comme une tentative d'un groupe de camarades de Léninegrad, de dresser la « glorieuse » organisation contre le Comité central et contre le Parti lui-même.

Tous les moyens employés l'an dernier contre l'opposition font maintenant merveille contre les velléités de Léninegrad. La délégation pétersbourgeoise au Congrès, formée d'une manière... monolithique, se trouvera seule contre l'ensemble des autres délégations, soigneusement préparées.

L'issue est connue d'avance : Zinoviev et ses quelques soutiens sont voués à la défaite.

La résolution votée à la Conférence de Moscou annonce d'ores et déjà ce que sera celle du Congrès : elle contient, contre les opposants d'aujourd'hui, toutes les accusations énumérées plus haut. Nous en citerons ultérieurement des passages, s'il y a lieu. L'éditorial de la *Pravda*, du 15 décembre, ne laisse non plus aucun doute sur la volonté des maîtres de l'heure de condamner catégoriquement les vues de Zinoviev et de Kamenev.

Le Congrès ukrainien a envoyé au Congrès de Moscou une « adresse » dont voici le passage essentiel (*Pravda* du 15 décembre) :

« Le 9^e Congrès ukrainien exprime sa ferme certitude que le 14^e Congrès du Parti, sur lequel est fixée l'attention du Parti et du prolétariat mondial, pesant de sang-froid toutes les difficultés, et sans prêter attention à la mentalité de panique de certains camarades, résoudra les immenses problèmes de construction économique et de l'organisation du Parti, qui lui sont posés.

« Le parti a suivi, avec une alarme croissante, dans les derniers mois, le développement des conceptions erronées de certains camarades responsables de l'organisation de Léninegrad, sur la question des rapports entre la paysannerie et la classe ouvrière et sur le plan léniniste d'édification du socialisme.

« Nous sommes convaincus que les tentatives de certains camarades responsables de pousser l'organisation de Léninegrad dans une opposition contre l'ensemble du Parti et du Comité central, et lui inoculer des conceptions fausses, seront répudiées par l'organisation de Léninegrad elle-même... »

Conclusion... provisoire

Ce que nous avons exposé ici n'a pour but que d'aider les camarades français à s'orienter dans les obscurs télégrammes d'agence dont la presse bourgeoise fausse le sens, dont la presse communiste ne sait pas dégager la signification, et qui troublent profondément la conscience des communistes sincères.

Nous ne prétendons pas avoir exposé complètement les sujets de controverses, ni avoir donné assez de matériaux d'appréciation. Mais, encore une fois, nous ne pouvons tout dire d'un coup. Dans les prochains numéros, nous continuerons notre travail.

Mais nous en avons assez dit pour mettre en garde nos camarades contre les insanités des Bérauds de toutes sortes, ceux de la *Chicago Tribune* et du *Temps*, comme celui du *Journal*, ainsi que des sous-Bérauds de l'*Humanité*, qui ne valent pas mieux que les autres.

Les vrais communistes ne se soucieront pas d'être avec l'un de nos camarades russes contre l'autre, encore moins d'accabler les vaincus et de flagorner le vainqueur. Ils s'efforceront de comprendre quelque chose à ce qui se passe là-bas et de se faire honnêtement une opinion inspirée du souci de mieux servir la Révolution.

Boris Souvarine.

A propos du "fascisme"

Dans la *Révolution prolétarienne*, Rosmer, en un excellent article, pose la question : Le fascisme est-il là ? et y répond avec bon sens. Il faudrait que tous les camarades du Parti qui se sont laissés prendre à la démagogie de nos bolchevisateurs hystériques puissent lire cet article et le méditer. Comme nous voilà loin des élucubrations des stipendiés et des domestiques qui forment l'armature de l'appareil du Parti !

Bien que d'accord dans les grandes lignes avec Rosmer, nous voudrions cependant dire quelques mots sur deux points de son article.

Rosmer examine le fascisme à la lumière des événements italiens. C'est évidemment essentiel et logique. Il écrit : « Pour qu'il y ait fascisme la bourgeoisie doit avoir senti la menace révolutionnaire. Non pas seulement dans les mots. Ni l'avoir lu dans ses journaux. Ni avoir eu peur. Il faut qu'elle se soit vu

privée de son droit de direction à l'usine, quand les ouvriers prennent le contrôle de l'usine, et aux champs, quand les travailleurs se chargent de répartir les produits de la terre et de leur travail ; quand les services publics peuvent être suspendus selon la volonté de la classe ouvrière. »

Il ne faut pas perdre de vue que la bourgeoisie française n'aura peut-être pas besoin d'avoir eu vraiment peur, comme la bourgeoisie italienne, pour se résoudre au fascisme. Elle a profité de la leçon, et elle tendra tous ses efforts pour éviter d'avoir peur. Le fascisme pourrait venir en France plus vite qu'en Italie en ce sens que la bourgeoisie française, mise en éveil par la menace qui a pesé sur sa sœur italienne, se mettrait en état de résister et d'attaquer dès que les événements indiqueraient que la classe ouvrière devient réellement dangereuse.

Cette petite réserve faite, Rosmer a raison de ne voir le fascisme qu'à son heure dans une situation économique donnée. Il ne suffit pas de vouloir le fascisme, il faut lui donner l'appui d'une certaine partie des masses, et cela se réalise dans un déséquilibre économique que nous ne connaissons pas encore.

D'autre part, Rosmer voit dans les « Unions Civiques » le noyau principal des forces fascistes. Les « Unions Civiques » sont en effet un danger beaucoup plus sérieux que la poussière de petites sectes disparates qui aspirent au fascisme, et n'ont pas su réaliser leur unité de vues. Cependant, il ne faudrait pas oublier que dans une période de crise, toutes ces forces encore éparses et cherchant leur voie fusionneraient assez rapidement, et réaliseraient une autre condition essentielle pour le fascisme : une unité de vues et de direction qui en fasse un tout solide. En d'autres termes, il ne faut négliger aucun des facteurs qui peuvent, au moment décisif, jouer leur rôle dans la constitution d'un fascisme français.

Pour le reste, d'accord avec Rosmer. Nous avons dit, dans une lettre adressée à l'Exécutif de l'I. C. voilà six mois, et à laquelle, naturellement, aucune réponse ne fut faite, l'essentiel de ce que dit Rosmer. Les événements ont démontré que nous avons raison, lorsque nous menions, dans le Parti, la bataille contre la démagogie facile, mais dangereuse « du fascisme qui est là ».

Mais pour nos léninistes, ceux qui ont eu raison trop tôt sont de dangereux contre-révolutionnaires. Les mégalomanes de la Direction sont acculés, pas à pas, à adopter toutes les vues de la soi-disant droite. Ce qui n'empêche pas celle-ci d'être toujours honnie, bafouée et insultée.

La raison ne prévaudra-t-elle pas bientôt, dans le Parti français ?

Souzy.

Mise au Point

Des camarades de la région lyonnaise nous écrivent :

« Nous avons lu, dans un récent numéro des *Cahiers*, une résolution votée par le Comité de Rayon de Lyon, condamnant des lettres publiées dans la *Révolution Prolétarienne*. Nous ne discuterons pas les termes de la résolution en ce qui concerne notre activité et les raisons de notre retraite passagère du travail actif. Il est des gens avec lesquels il est dégradant de discuter.

« Mais nous considérons comme une besogne de salubrité révolutionnaire de démasquer ceux qui se renient à 8 jours d'intervalle, et dans l'espoir de quelque avantage se complaisent dans la délation.

« Il convient donc de dire que la première des deux lettres publiées dans la *Révolution Prolétarienne* (n° 10), celle où il est parlé des « maquereaux et escrocs professionnels », est d'un certain Ribard, actuellement sacré grand homme au Comité de Rayon et signataire de la résolution condamnant et la *Révolution Prolétarienne* et les deux lettres en question, dont la sienne !

« La seconde lettre est du signataire de ces lignes. Bien loin de la renier, il ne fait aucun mystère à déclarer que s'il avait su que le camarade parisien à qui il l'a écrite la destinait à la R. P., il l'eût faite beaucoup plus précise et beaucoup plus dure.

« Il importait de dire cela pour couper court aux canards répandus par ce triste individu sur la « droite lyonnaise » dont il était, hier, l'un des adeptes les plus véhéments, à l'entendre du moins.

« Et ceci met en relief, une fois de plus, les beautés de la pseudo-bolchevisation.

« Pour un groupe de camarades :

« Souzy. »

NUMÉROS ÉGARÉS

De nombreux abonnés se plaignent de n'avoir pas reçu, qui un numéro du *Bulletin*, qui deux ou trois.

Nous sommes naturellement toujours à la disposition de nos amis pour leur renvoyer sans frais les numéros manquants.

Mais de vigoureuses protestations au bureau de poste distributeur sont nécessaires. Que nos abonnés ne manquent pas de réclamer à la poste à chaque numéro perdu.

Nous tenons des numéros à leur disposition pour compléter les collections.

Sur le mouvement Syrien

L'Orient, et la Syrie en particulier, ont été les berceaux de nombreuses religions. Certaines d'entre elles se sont propagées à travers le monde. D'autres, au contraire, pratiquées exclusivement par les Syriens, les Druses et les Alahouïtes, sont demeurées circonscrites à leur pays d'origine.

Les grands mouvements sociaux qui ont passé sur ces pays y ont fait des apports de races différentes ; on y rencontre le Grec, le Sémite, le Caucasiens, le Tartare, etc... Il en résulte que la population syrienne est une véritable mosaïque dont les éléments n'ont pu se mélanger à cause des rites qui les séparaient, l'esprit de secte suscité par les différentes confessions religieuses interdisant tout éveil de l'esprit national.

Par ailleurs, les diverses civilisations qui ont brillé sur ces pays ont fortement impressionné ces peuples ; et malgré l'état d'apathie dans lequel ils se trouvent aujourd'hui, ils possèdent une certaine culture intellectuelle, et exploitent le plus rationnellement possible les maigres ressources de leur pays.

La Syrie est en effet un pays pauvre, au point de vue agraire comme au point de vue minier. Il y existe, il est vrai, des jardins d'orangers, de figuiers, et les Druses, notamment, sont parvenus par un travail opiniâtre à rendre productives leurs montagnes. On y élève aussi le ver à soie. Mais en dehors de la plaine de la Bekka, où des essais de culture en grand ont été commencés par des religieux du pays, il n'y a aucune possibilité d'y créer des exploitations agricoles importantes.

La Syrie est donc par excellence le pays de la petite propriété ; la main-d'œuvre, en raison même de son niveau d'éducation, y est peu malléable et coûteuse.

Que peut donc tirer d'un tel pays une nation impérialiste à l'affût de richesses à voler ou d'hommes à exploiter ? Evidemment très peu de choses. Mais dès lors, on se pose la question : pourquoi la France y est-elle allée, qu'y a-t-elle fait, qu'y fera-t-elle ? C'est tout le problème syrien actuel à évoquer, et ce problème, comme toutes les affaires d'Orient, est extrêmement complexe. Il nous faudra donc ne suivre que les grandes lignes de la question.

Après 1918, la France avait des visées sur la Palestine, pays riche en pétrole et en phosphate. Clemenceau céda la Palestine à l'Angleterre, non par ignorance, comme on le dit volontiers, mais au cours de marchandages impérialistes et notamment au moment où il demandait à l'Angleterre de le suivre dans l'offensive contre la Russie. La France se rabattit ensuite sur la Syrie et sur la Cilicie, pays riche où la culture du coton peut être faite sur une grande échelle et dans des conditions très lucratives. Elle s'y rabattit avec cette folie furieuse qui posséda les Etats vainqueurs après 1918. Il lui fallait aussi se placer en Orient, il fallait donner à l'opinion publique la promesse de larges profits coloniaux, il fallait enfin satisfaire les soudards qui avaient bien mérité de la Patrie.

A ce moment les Syriens se libéraient du joug tyrannique des sultans turcs et de leurs mandataires ; et la France, bénéficiant d'un antique prestige, fut accueillie avec enthousiasme, par les Arabes mêmes qui s'étaient plusieurs fois insurgés contre leurs précédents maîtres.

Mais changer de maître, ce n'est pas acquérir

la liberté ; les Syriens s'en rendirent vite compte. Ne pouvant exploiter ni le sol ni le sous-sol, l'impérialisme accabla le peuple syrien d'impôts.

Ce furent ensuite des exactions de toutes sortes, Gouraud faisant brûler des villages et massacrer leurs habitants, faisant déporter en Corse des membres chrétiens francophiles du Parlement libanais, instaurant la terreur dans tout le pays.

En 1922, Mustapha Kemal, après avoir battu les armées françaises, reprenait la Cilicie, dont la population est presque entièrement turque ; le plus beau morceau de la conquête française échappait aux impérialistes, et, en même temps, le peuple syrien, déçu dans ses espérances et indigné, menaçait de s'insurger.

En 1923, le grand leader tunisien en exil, Taalbi, parlait devant 50.000 pèlerins à La Mecque, et dénonçait l'impérialisme français. C'est alors qu'après Weygand, le bloc des gauches, fidèle à une politique qu'il renouvellera plus tard en Indochine et au Maroc, envoya aux Syriens un général franc-maçon, croyant qu'il canaliserait, dans le labyrinthe des promesses et dans les mirages d'un républicanisme généreux, les aspirations d'un peuple peu disposé à « s'en laisser conter ». Loin de bernier les Syriens, en effet, cette politique les a mis en état de rébellion et c'est là pour nous un résultat.

La question qui se pose maintenant, c'est la raison pour laquelle la France ne peut pas quitter la Syrie. Nous l'avons vu : elle n'a là aucun intérêt économique important. Les affirmations péremptoires du pseudo-léniniste Doriot sur cette question, selon lesquelles la France occupe la Syrie pour contrôler le ver à soie, ou pour avoir l'œil sur Mossoul (dont les participations françaises ont été délibérément vendues aux Anglais il y a 2 ans), sont des âneries ne ridiculisant que leur auteur. Les intentions qu'aurait la France d'avoir, par la Syrie, une route des Indes ou un contact de plus avec son ennemie l'Angleterre, sont d'autres âneries encore.

La vérité est que tous les impérialismes veulent empêcher la formation d'un nouvel Etat ottoman puissant, susceptible, avec sa nouvelle constitution, de servir de point d'appui à un vaste mouvement d'émancipation islamique, qui chasserait les Etats impérialistes de l'Afrique du Nord et de l'Asie.

L'Angleterre, dans l'affaire syrienne, est aux côtés de la France, comme d'ailleurs elle y est au Maroc. (Il est bon de noter, au sujet du Maroc, que les néo-léninistes voyaient là un danger de guerre européenne.) Les impérialistes font, en Syrie et partout, un front unique contre les peuples coloniaux, et les convoitises coloniales ne sont pas actuellement pour eux des sujets de friction.

La preuve en est que les navires de guerre envoyés par l'Angleterre et l'Amérique à Beyrouth devaient seconder l'armée française en cas de défaite complète. Cet acte de présence fut interprété par les « léninistes hors concours » comme hostile à la France, ce qui est une énormité ; car on ne pourrait expliquer une telle attitude sans représentations et tension diplomatiques. Le précédent d'Agadir est assez éloquent.

La France a déjà eu d'ailleurs des vellétés d'abandonner la Syrie ; le concert des nations impérialistes lui a signifié d'y rester, au moment

où la Société des Nations lui renouvelait son mandat en 1924.

Il y a division dans le camp ennemi à propos de l'affaire syrienne : certains éléments de la bourgeoisie désirent ardemment l'abandon de la Syrie. Il y a peu de temps, le *Journal* plaidait encore cette cause. Alors que le Maroc a toujours eu des crédits à satiété, la Syrie n'en a reçu que chichement. Poincaré lui-même dut insister auprès du Bloc national pour obtenir les derniers crédits réclamés par Gouraud.

Le gouvernement actuel ne cédera pas en Syrie. Sous le ministère Herriot, Briand disait déjà, au cours des débats sur la reconnaissance du Vatican, que la France devait être partout et qu'il fallait qu'elle surveille le mouvement islamique. Il est probable que la France cantonnera son action en Syrie et qu'elle y restera aux aguets, jusqu'au jour où elle en sera chassée, comme de la Cilicie.

Quant au mouvement national syrien, il traîne lourdement ses différends religieux et sociaux. Jusqu'à ce jour, seuls les Druses et les Musulmans se sont insurgés ; les turbulents Alahouites eux-mêmes, que la Turquie n'osait pas approcher, sont encore calmes. On dit que la France aurait armé les Arméniens, chassés de

Cilicie par Mustapha Kemal et réfugiés en Syrie, afin qu'ils massacrent les Arabes. Cependant, les possibilités d'extension de la révolte sont très limitées.

Les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux devant pour une très large part contribuer à vaincre le capitalisme, le prolétariat d'Europe se doit de les suivre et de les aider. Mais il faut, pour les comprendre, les étudier soigneusement. Les « énervés » — c'est un euphémisme — de la Direction du Parti ne savent, sur la question coloniale comme sur toutes les autres questions, que bluffer et crier à tort et à travers... Ils ont plusieurs fois, d'ailleurs, affiché leur mépris des peuples coloniaux, et les grands mots qu'ils servent à ce sujet ne sont que démagogie et mensonge. Une telle attitude ne peut que nuire à une large collaboration entre le Parti communiste et les travailleurs coloniaux.

Saint-Jacques.

N. D. L. R. — Cet article a été fait avant que vienne devant la Chambre la récente discussion sur la Syrie. A ce sujet, notre collaborateur parlera dans le prochain Bulletin des points essentiels sur lesquels il convient de compléter son exposé.

La question des "cellules"

Le *Bulletin* a très justement posé la question à ses lecteurs : que pensez-vous des cellules ? Cette forme d'organisation est-elle adéquate à la situation du mouvement communiste en France ? Quels sont les résultats obtenus ?

Beaucoup de camarades sont en effet tentés, dans le désarroi actuel, de voir, dans l'organisation en cellules, tout le mal dont souffre le Parti français. Un jugement aussi sommaire n'est pas exact. Il convient d'étudier la question plus à fond.

La transformation du Parti en cellules a été le moyen dont s'est servi la direction pour cloisonner le Parti et réduire à quia les malencontreux contradicteurs. Il est certain que, d'une part, la forme des cellules est peut-être prématurée, et que, d'autre part, la façon dont on a procédé à leur constitution devait donner des mécomptes. Mais le manque de doigté et la précipitation avec laquelle on a traité de la chose ont faussé les résultats, et les cellules n'ont pas donné tout ce qu'elles auraient pu donner, précisément parce qu'on a procédé à leur constitution à la légère et sans aucune précaution.

Beaucoup de camarades, et nous avec eux, se sont laissé séduire par ce raisonnement : les cellules sont la vraie base prolétarienne du Parti ; elles transporteront son activité sur le lieu du travail, elles le rapprocheront des masses.

En réalité, qu'avons-nous vu ?

Une dissection hâtive a été faite. On a coupé les sections de villages en les baptisant cellules, sans tenir compte des considérations multiples qui s'imposaient. On a émiétté des sections pour faire des cellules artificielles, ne reposant sur rien. Dans les villes, on a groupé les ouvriers de quelques petites usines voisines, au hasard, et l'on a fabriqué le plus de cellules possibles, parce qu'il fallait dire à l'I. C. : nous avons en France un gros chiffre de cellules.

On a rattaché, sans autre souci que des intérêts de coterie et de boutique, les membres ne travaillant pas dans les entreprises ou cellules existantes, sans tenir compte que, parfois les heures

ou les lieux de réunions de celles-ci pouvaient empêcher la présence des rattachés aux réunions.

Dans d'autres cas, on a dû, pour se mettre en règle avec le sacro-saint principe de la « bolchévisation », créer des cellules ne comprenant que des rattachés, et n'ayant aucun noyau de camarades travaillant à l'usine. Dans d'autres cas encore, les rattachés submergent les quelques adhérents de la cellule d'entreprise, de sorte qu'on a obtenu un organisme hybride et sans vitalité.

Il n'est guère que dans les grandes entreprises groupant un gros chiffre de camarades travaillant à l'usine que les cellules, dans leur forme initiale, ont pu être maintenues. Mais même dans ces cas — très rares, naturellement — les cellules n'ont eu qu'une vie peu active ; elles se sont bornées à des travaux subalternes, n'abordant aucune tâche d'éducation, ni aucun des problèmes politiques urgents. Elles n'ont pas évité le piège du recrutement intensif et hasardeux d'adhérents de complaisance, enflant provisoirement le chiffre des inscrits : il fallait démontrer que l'organisation en cellules était un excellent moyen de recrutement.

Résultat. à l'heure actuelle, personne n'ignore que les cellules sont mortes, ou n'ont jamais vécu, ou se meurent.

Des membres du Parti n'ont jamais été affectés à une cellule ; les mutations, nombreuses et difficiles à suivre, ne sont pas effectuées, et les adhérents se dispersent ; si le secrétaire de cellule disparaît, ou s'il est insuffisant, la cellule agonise ; les réunions des cellules existant encore sont suivies par de rares camarades, mais rien ne vient en animer la vie intérieure, et les ouvriers restent chez eux ; des rayons et les Fédérations ignorent même le nombre de leurs cellules, le nombre d'adhérents de chacune, et quelquefois le nom des secrétaires et le lieu de réunion des cellules. Le Parti ne s'est pas rapproché des masses. En se liquéfiant, il s'en est éloigné.

Voici, à notre avis, quelques inconvénients inhérents à l'organisation en cellules, en admettant

même que cette organisation soit rationnellement faite, ce qui n'est pas.

1. — La cellule, en raison du niveau politique très bas de l'ensemble du Parti, ne vit que si elle à un bon secrétaire. Les bons secrétaires sont rares, et les déplacements fréquents peuvent en priver du jour au lendemain une cellule.

2. — Les cellules ont tendance à borner leur horizon aux menus faits de la boîte, aux questions purement matérielles, ne voyant pas et n'ayant pas la possibilité de voir les problèmes politiques généraux, et les problèmes intérieurs du Parti.

3. — Les cellules doivent se réunir à la sortie ou avant le travail, faute de quoi leurs réunions entre camarades habitant souvent des lieux éloignés ne sont pas possibles. Dans ces réunions, forcément courtes, auxquelles tous les camarades ne peuvent assister pour des raisons diverses (heures de travail différentes des équipes — cheminots par exemple — lieu d'habitation éloigné, heures des tramés ou des trains, etc.), aucune tâche d'éducation ne peut être accomplie.

4. — Les cellules émiettent et dispersent le Parti. Plus de liaison entre les camarades qui s'ignorent. (La direction actuelle basant sa domination sur l'ignorance qu'ont les camarades des questions politiques et leur manque de documentation, a largement profité des faits qui précèdent.)

5. — Les cellules offrent une cible facile au patronat. La théorie du recrutement à outrance, sans souci des espions et des éléments arriérés, a facilité leur désagrégation par le patronat.

6. — Les cellules laissent *pratiquement* en dehors du Parti tous les camarades ne travaillant pas dans une grande usine, *tous les rattachés*.

7. — Les cellules ne peuvent pas remplir les tâches de propagande territoriales. Les rayons et sous-rayons, formés d'agglomérats de cellules, n'ont pu non plus accomplir ces tâches indispensables.

Le B. C. a dit très justement qu'en copiant ici servilement le Parti russe, les dirigeants du Parti français, ignorants des réalités, n'ont pas tenu compte du fait que la situation actuelle du mouvement en France ne ressemble en rien aux diverses situations par lesquelles a passé le Parti russe.

Avec un Parti comme le nôtre, où les éléments prolétariens étaient peu nombreux, la constitution des cellules ne pouvait être réalisée de façon solide et durable. Dans la plupart des régions, l'industrie n'est pas concentrée ; il existe une multitude de petites entreprises, où la constitution des cellules est impossible, en raison du nombre restreint de communistes y travaillant. Le fait de grouper en une seule cellule plusieurs entreprises ne résout pas la question : il aggrave les difficultés.

Voilà les réflexions principales que nous suggère l'examen de cette question primordiale. Nous les donnons sans développements qui prendraient trop de place. Mais chacun peut les commenter facilement.

Alors ? Que faut-il faire ?

A notre avis, conserver les cellules *comme groupe de travail*, partout où cela se peut. Grouper les camarades d'après leur lieu d'habitation, en ne tenant pas forcément compte des frontières administratives, mais plutôt des facilités de communications, et en faisant entrer en ligne de compte les facteurs locaux qui peuvent se présenter.

Nous nous sommes refusés longtemps à revenir à l'idée de l'organisation de base territoriale. Les belles théories de la « bolchévisation » du Parti étaient trop séduisantes. Aujourd'hui, il faut avoir

le courage de le dire : la constitution en cellules n'a pas favorisé la véritable bolchévisation du Parti : elle n'a fait que favoriser sa « bobignisation ».

Le Parti ne vivra, dans l'état actuel, qu'autant qu'il pourra se réunir facilement, et discuter dans des assemblées groupant un certain nombre de camarades. Cela n'empêche pas le travail des cellules, partout où il est possible de les faire vivre *comme groupe de travail*.

Il est évident que les circonstances peuvent se modifier, que les cellules peuvent devenir, dans une période d'action clandestine, la base réelle du Parti. D'ici là, nous avons le temps d'examiner la question. Il faut marcher avec les événements, et adapter notre organisation aussi bien que notre politique aux contingences et aux circonstances.

Les cellules sont condamnées dans l'esprit de tous les camarades. Que chacun dise ici sa pensée sur une organisation nouvelle, qui ne sera pas forcément l'ancienne.

Surtout, dégageons-nous des sophismes et du verbiage. Voyons la question en face et sans parti-pris.

Souzy.

Et le "Congrès" ?

On sait que la prétendue « Conférence » du Parti, d'ailleurs suivie d'une autre prétendue « Conférence » qui n'était pas plus qualifiée que la première pour parler au nom du Parti, avait annoncé la convocation d'un Congrès national en janvier, avec discussions préparatoires, etc.

Or, nous voici *fin décembre* et aucune préparation n'a eu lieu, aucune tribune libre n'a été ouverte dans la presse du Parti ! Silence de mort...

Peut-on se moquer plus effrontément du Parti ? Notez que la bureaucratie a déjà décidé de renvoyer le Congrès aux calendes. L'Exécutif élargi étant renvoyé en février, excellente occasion de renvoyer le Congrès... Ainsi, le Parti n'aura pas la parole avant des mois encore... Mais on ne daigne même pas informer les militants !

Comme le « bon soldat » de François Ponsard,

...Un militant doit souffrir et se taire
Sans murmurer...

Heureusement que le *Bulletin* est là pour un coup. Sans lui, que saurait-on de la vie du Parti ?

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

La Vie Ouvrière et Syndicale

Les tentatives de front unique

Nous avons souvent souligné le caractère mécanique des conceptions de nos néo-léninistes. Il nous faut encore revenir sur ce sujet. On connaît la façon de procéder. Ils assimilent le mouvement ouvrier à une entreprise industrielle, et de même que Ford dit : « A partir de telle date, tant d'autos sortiront de mes usines », eux annoncent, un beau matin, une Quinzaine de Recrutement pour « faire » trente mille adhérents au Parti. Mais si Ford a calculé qu'il lui était possible d'atteindre son chiffre et a pris ses mesures en conséquence, nos bolchevisateurs n'ont pris en considération ni les possibilités de recrutement, ni la qualité des effectifs. Non, cela s'est fait en Russie, cela se fera en France...

Et l'on sort des « mots d'ordre » comme ceux des 100.000 adhérents au Parti et des 400.000 lecteurs à *l'Humanité*. On ne connaît que trop les résultats obtenus par de telles méthodes. Inutile d'insister.

Le mouvement syndical bolchevisé ne pouvait manquer de pâtir durablement de ces erreurs. Sous la pression de l'Exécutif, la direction du P. C. s'est avisée que ses mots d'ordre étaient vraiment trop hypothétiques et qu'il serait bon de songer aux revendications immédiates. On s'aperçut aussi que le front unique avait été peu et mal appliqué. Nous assistâmes à une éclosion de programmes improvisés et à des propositions de front unique en série. L'épidémie atteignit un grand nombre de fédérations d'industries et la C. G. T. U. elle-même. Mais l'étiquette change, le contenu reste.

Les journaux syndicaux publient des programmes de revendications immédiates dont quelques-uns ne tiennent pas toujours compte des conditions économiques (morte-saison, température, etc.). Certaines de ces revendications sont utopiques et ne pourront jamais aboutir en régime capitaliste. Mais on s'en moque, car on n'essayera jamais d'en obtenir l'acceptation du patronat.

Même maladresse pour les propositions de front unique. Elles vinrent au moment où l'on disait partout que le P. C. modifiait sa tactique et décidait d'y apporter plus d'activité, ce qui permit aux confédérés de crier à la manœuvre communiste. Ces propositions eurent des sorts divers, mais, en définitive, les résultats furent toujours malheureux.

Nous avons parlé la semaine dernière de la proposition des Tabacs et Allumettes. Il est inutile d'y revenir. Nous ne nous étendrons pas davantage sur celle de la Fédération Unitaire des Mineurs, à laquelle les confédérés répondirent immédiatement par une fin de non-recevoir.

Chez les cheminots, on crut un moment aboutir parce que les délégués des syndicats confédérés, unitaires et professionnels avaient tenu une réunion commune. *L'Humanité* fit à ce sujet un battage immodéré laissant croire que quelque chose de solide avait été réalisé. Mais on dut bientôt déchanter : les confédérés, retirant leur épingle du jeu, déclarèrent qu'ils avaient bien voulu assister à une réunion commune d'entente pour la fixation du salaire de base, mais qu'ils ne sauraient rien faire de plus.

On eut aussi un semblant de réussite dans le Bâtiment. La 13^e Région ayant tenu son Congrès, invita les régions correspondantes confédérées et

autonomes à réaliser immédiatement le front unique, et l'Unité ensuite.

Les revendications pour lesquelles les unitaires demandaient l'entente étaient assez judicieuses, sauf quelques-unes comme, par exemple : le congé payé, dont l'application doit être, en effet, assez malaisée dans le Bâtiment, où l'on change très souvent d'entreprise. Il semblait normal que les organisations sollicitées acceptent l'accord. Pourtant, après un petit pas dans cette voie, les confédérés refusèrent en invoquant les prétextes habituels. Quant aux autonomes, qui ont depuis quelque temps manifesté un désir d'unité, ils acceptèrent les propositions unitaires, et une Ligue du Bâtiment fut constituée sur les bases suivantes : défense des huit heures, lutte contre le fascisme, réalisation de l'unité syndicale. (Puisse cette ligue amener la reconstitution de la belle organisation des Terrassiers de la Seine !)

La Fédération postale unitaire ne pouvait manquer de suivre le mouvement. Elle a adressé des propositions de front unique à la Fédération des Fonctionnaires, à la Fédération postale confédérée, à la Fédération nationale des Employés et au Syndicat national des Manipulants. Le principal mot d'ordre proposé était la péréquation. Il est grand temps que la F. P. U. s'occupe de cette question, car jusqu'à présent elle n'a pas fait brillante figure. Elle a plutôt paru faire sienne la politique imbécile de la Fédération confédérée aboutissant à dresser les postiers contre les autres fonctionnaires.

Mais la Fédération des Fonctionnaires, qui avait été saisie la première et depuis quelque temps déjà des propositions de la F. P. U., n'a pas daigné y répondre. Quant à la Fédération confédérée, il est probable qu'elle répondra par un refus.

D'autres tentatives de Front unique ont été faites en province. A Fougères, pendant la dernière grève de la chaussure, les unitaires le proposèrent, mais les confédérés, qui étaient les maîtres de la situation, ne voulurent rien savoir. *L'Humanité* annonça que le Front unique était réalisée à Hénin-Liétard, Douai et Calais ; mais cette information fut formellement démentie par les confédérés, et l'organe bolchevisé n'y revint pas.

Quelle leçon tirer de toutes ces tentatives faites pour les besoins d'une politique de réhabilitation vis-à-vis de l'Exécutif de l'I. C. ? Que nos néo-léninistes continuent à saboter le Front unique comme ils ont saboté quantité d'autres choses excellentes, parce qu'ils ne les comprenaient pas. C'est toujours la même politique d'agités, consistant à sauter continuellement d'un extrême à l'autre. Tantôt on annonce qu'on ne pratiquera plus le Front unique que par en bas, c'est-à-dire qu'on amènera le plus d'eau possible à son moulin en faisant simplement de la propagande, et qu'on niera pratiquement le Front unique (ce qui répond à une secrète conviction) ; tantôt on envoie une quantité de propositions de Front unique aux chefs socialistes ou confédérés sans qu'il y ait d'action et de travail de pénétration correspondants au sein des organisations réformistes.

Or, pour avoir l'oreille des ouvriers confédérés, à défaut de celle des chefs, pour convaincre les ouvriers réformistes de l'utilité du Front unique afin qu'ils forcent leurs dirigeants à agir en ce sens, il ne faut pas commettre les fautes dont les

as de la « bolchévisation » sont coutumiers. Pour obliger les chefs réformistes à accepter le Front unique, il ne faut pas laisser diminuer son influence et permettre à Laurent, des Fonctionnaires, à la suite des dernières élections du Conseil supérieur des Postes, de considérer la Fédération postale confédérée comme la seule existante et de repousser le cartel déjà réalisé pourtant en des occasions semblables ; il ne faut pas donner des arguments à ces chefs en déclarant (secrétaire de la C. G. T. U. à une tribune du Parti) que les Syndicats unitaires ne doivent être qu'un instrument entre les mains du P. C.

Il ne faut pas, par une transposition mécanique dans les syndicats des mots d'ordre du Parti, prêter le flanc aux critiques qui tendent à accrédi-

ter que le front unique n'est qu'une manœuvre communiste. Il ne faut pas donner cette impression d'équilibrisme politicien en envoyant aujourd'hui une lettre « fraternelle et cordiale » (Gourdeaux *dixit*) aux réformistes et en les traitant deux jours après comme des chiens galeux. On semble ainsi avoir tendu un piège pour obtenir un petit succès de coterie et renouveler son répertoire de réunion publique.

Le front unique se réalisera, au moment opportun et non pas en série, lorsqu'on aura fait la preuve qu'on le veut uniquement dans l'intérêt de la classe ouvrière, dût son application être préjudiciable aux intérêts particuliers et immédiats des organisations qui l'auront proposé.

Jean Didier.

Le Mouvement ouvrier international

FRANCE.

Autour d'un document

Il n'est bruit, dans les « sommets » (!) et dans l'entourage des « sommets » du Parti que d'une lettre adressée à l'Exécutif de l'Internationale par un groupe important de militants indignés de la politique, de la tactique et des méthodes de la Direction. Ces camarades, en présence de la gravité de la situation du Parti, jettent un cri d'alarme qui, espérons-le, sera entendu de l'Internationale.

Depuis des semaines, dans les milieux dont nous parlons, les commentaires voire les commérages, les bruits vrais ou faux, les « tuyaux » vont leur train. Seuls, fès camarades du rang et de la file ne savent rien, sont tenus dans l'ignorance de tout. Il leur faut attendre patiemment que les choses se décident en dehors d'eux.

Cette lourde atmosphère est propice à toutes les manœuvres, combinaisons et paniques. C'est à quoi s'emploie activement un des hommes les plus responsables du désastre qui frappe le Parti et qui se sent atteint en plein visage par la lettre des 250 militants : nous avons nommé le camarade Doriot, qui n'a malheureusement rien de mieux à faire qu'à répandre insinuations et accusations contre le *Bulletin Communiste*.

C'était à prévoir ! Une fois de plus, c'est la faute au *Bulletin Communiste*. Tout ce qui arrive de... fâcheux est dû au *Bulletin Communiste*.

*Laid est mon caractère,
C'est la faute à Voltaire ;
Misère est mon trousseau,
C'est la faute à Rousseau.*

Le camarade Doriot, par un prodige d'imagination que le dictionnaire qualifie sévèrement, s'est permis d'inventer de toutes pièces une conversation qu'il aurait eue avec notre imprimeur, et révélant que le *Bulletin* allait publier le document qui fait tant jaser. Ceci afin d'alarmer le groupe parlementaire communiste.

Nous infligeons au camarade Doriot le démenti le plus catégorique, et constatons qu'il n'a pas rougi de forger un mensonge à des fins inavouables. Notre imprimeur, qui est aussi celui de l'*Humanité*, nous déclare d'ailleurs n'avoir jamais, de sa vie, adressé la parole au camarade Doriot.

Celui-ci en sera donc pour sa honte, doublée de ridicule.

Et puisqu'on nous oblige à parler du document en question, ajoutons quelques mots : solidaires, dans l'ensemble, de l'opposition révolutionnaire du Parti, il ne saurait venir à notre esprit de disposer sans son aveu des matériaux qui lui appartiennent ; la lettre des 250 militants qui dénoncent les pratiques de la direction, en condamnant les agissements, en répudient les responsabilités, en reculent les leçons, sera publiée soit par la volonté des signataires, soit par celle de l'Exécutif ; si nous avions le goût du « déballage » et du sensationnel, ce ne sont pas les documents qui nous manqueraient, mais là n'est pas notre besogne : nous voulons donner aux communistes matière à réflexion et à étude, les inciter à se déterminer d'eux-mêmes sans les injonctions d'un appareil...

Le document qui inquiète si fort les dirigeants coupables du Parti, qui les inquiète parce qu'il dit une partie de la vérité sur le désastre de la « bolchévisation », et parce qu'il annonce que le Parti en a assez de la dictature odieuse de bureaucrates parasites, a sa place tout indiquée dans l'*Humanité*. C'est dans l'organe officiel du Parti qu'il faut publier ce témoignage d'une centaine de militants syndicaux en vue (dont plusieurs secrétaires d'Unions départementales, plusieurs secrétaires de fédérations d'industrie, et de nombreux secrétaires de syndicats), de 11 députés ouvriers, de cent cinquante camarades du Parti connus et eslinés, dont plusieurs comptent parmi les fondateurs de notre Parti, les pionniers de la 3^e Internationale en France.

Sans doute, il sera dur pour les responsables de la ruine du Parti de rendre public ce réquisitoire qui les accable et de reconnaître que la prétendue « poignée d'intellectuels » (*sic*) est en réalité une levée en nombre de militants ouvriers, conscients des dangers qui menacent les débris de notre Parti. Mais au point où en sont les choses, il est impossible d'éviter une explication publique. Comme en Allemagne, il faudra prendre l'opinion ouvrière à témoin : et si la bourgeoisie s'en réjouit, la faute en incombera exclusivement aux destructeurs du communisme composant l'actuelle Direction.

Nous n'avons nulle intention d'évoquer la lettre des 250 avant sa publication par les signataires, mais puisque le camarade Doriot tenait absolument à voir le *Bulletin* en parler, ses vœux sont partiellement satisfaits. C'est tout ce que, pour l'instant, nous avons à dire.

Les effectifs réels du Parti

La direction de notre Parti ose prétendre depuis pas mal de temps que celui-ci a augmenté ses effectifs. Qu'on se rappelle les mots d'ordre lancés avant le « Congrès de Clchy » : 100.000 adhérents au Parti et 400.000 lecteurs à l'*Humanité*. S. Girault, au nom de la Fédération de la Seine, parlait de 50.000 pour celle-ci. La « ligne politique juste » de la Direction, la nouvelle organisation devaient enfin faire du Parti un vrai Parti de masses.

L'opposition, sur ce point comme sur tous les autres, était fixée. Il n'était pas possible, après avoir pratiqué une politique d'exclusion avec la désinvolture que l'on connaît, après avoir exclu Souvarine, Monatte, Rosmer, Delagarde, Lemire, etc., avec la menace suspendue sur la tête des opposants, l'abandon de la tactique du front unique, la pratique d'une politique syndicale déplorable, etc., etc., en un mot après avoir abandonné la véritable tactique communiste, il n'était pas possible à notre Parti d'augmenter ses effectifs.

Les ouvriers sont moins bêtes que la direction du Parti ne le pense. On ne batoue pas impunément les principes communistes et les quelques chiffres ci-dessous illustrent de façon saisissante ce que nous avançons.

Nous ne cachons pas les difficultés que nous avons rencontrées à nous procurer ces quelques chiffres. Les dirigeants du Parti, comme ceux des rayons, sont eux-mêmes incapables de nous dire où nous en sommes, quoique on sache bien que le Parti s'est effondré, constatation à la portée de tout le monde.

Citons, à l'appui de ceci, la déclaration faite en public par un militant responsable du Nord, Devernay, à un meeting socialiste : « Les masses sont maintenant derrière nous. » L'opposition n'en a jamais tant dit ! Il faut cependant reconnaître qu'il y a du vrai dans cette parole, surtout dans le Nord. C'est justement du Nord que nous voulons d'abord parler. A Roubaix, il reste à peu près dans les cellules 80 membres sur 600 que contenait l'ancienne section. A Tourcoing, même situation : il n'y reste plus qu'une centaine de membres. Dans les environs de Douai, dans la région de Maubeuge, même état de choses. On voit dans le Nord, région qui devrait être la citadelle du communisme, des réunions de rayons avec 30 camarades et même moins ! Le léniniste Cadeau, que les militants connaissent bien depuis qu'il a traité le gouvernement des Soviets de « gouvernement d'assassins », a fait, là-bas, le travail que les Girault et Cie ont fait dans la Seine. Pas besoin de dire qu'avec une telle régression dans les effectifs notre influence a diminué dans des proportions désastreuses.

Parceval a signalé, à la soi-disant « conférence nationale », un déchet de 1.200 membres pour la région de l'Est. Il s'est, d'ailleurs, copieusement fait en... guirlander pour avoir osé dire la vérité.

L'*Humanité*, par inadvertance, a signalé en octobre un déchet de 600 membres pour la région Bordelaise dans un filet qu'un maladroit avait laissé passer.

Passons à la région parisienne. Nous y connaissons pas mal de rayons : prenons le 6^e comme exemple. Les deux anciens rayons fusionnés qui le composent avaient respectivement 400 membres chacun au début de l'année. On avoue maintenant 500 adhérents pour les deux réunis ! Ajoutez qu'il manque à chaque assemblée de rayon une quinzaine de cellules sur 40.

A la dernière assemblée générale de « Saint-Denis la Rouge » 40 camarades étaient présents.

Un camarade de Vienne nous écrit : « A un meeting de propagande fait par le camarade Aulfray au théâtre, qui contient 800 places, 30 camarades étaient présents. »

Nous pourrions continuer ainsi pendant des pages. Nous pensons que ces quelques données suffiront à édifier les camarades qui seraient tentés de croire encore aux mensonges de la Direction. La faillite est éclatante !

Prenons conscience des réalités, camarades, assez de bluff, assez d'optimisme officiel. Le temps est venu de mettre vigoureusement la main au redressement du Parti.

N. D. L. R. — Un camarade en contact avec les dirigeants du Parti nous apprend récemment que ceux-ci, entre eux, avouent qu'il ne reste pas plus de 15.000 membres dans notre Parti, de membres réels, payant leurs cotisations ! Rappelons que nous étions 48.000 lors du Congrès de Lyon, en janvier 1924.

DOMINIQUE.

Dans la région parisienne

L'autre dimanche a eu lieu l'assemblée générale du 38^e rayon (région de Colombes-Argenteuil) : 30 camarades étaient présents, malgré plusieurs convocations et l'annonce de la présence d'un délégué du centre.

Les résultats de la bolchévisation se font sentir là aussi. Les camarades désertent leur organisation ou n'assistent pas aux réunions, les mensonges éhontés des fonctionnaires du Parti — tel Villate — éloignant les meilleurs volontés. — P. BARAT.

Leur « léninisme »

Sous le titre : Une importante manifestation de front unique à Puteaux, on pouvait lire, dans l'*Humanité* du 20 courant :

« La Ligue des Droits de l'Homme, le Parti radical, la Section socialiste et le rayon du Parti de Puteaux ont organisé une réunion commune à la Salle des Fêtes, à Puteaux... »

Après avoir insulté Rosmer, coupable de préconiser le front unique avec la gauche du Labour Party (Purcell, Cook, etc.), les néo-léninistes font un prétendu front unique avec le Parti radical !

Cela se passe de commentaires.

Le Comité de Rédaction : AUCOUTURIER, BARAT, Marthe BIGOT, GOURGET, Roger HAIRIUS, MAHOY, B. SOUVARINE, SOUZY.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.